
Le monde rural grec, 1830-1912

Georges Progoulakis et Eugenia Bournova



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/214>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2001

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Georges Progoulakis et Eugenia Bournova, « Le monde rural grec, 1830-1912 », *Ruralia* [En ligne], 08 | 2001, mis en ligne le 24 janvier 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/214>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Le monde rural grec, 1830-1912

Georges Progoulakis et Eugenia Bournova

- ¹ Nous présenterons ici l'historiographie de l'économie rurale grecque, de façon nécessairement résumée et schématique. La période étudiée court de la fondation de l'État grec au début des Guerres balkaniques qui annoncent la Première Guerre mondiale et marquent, pour la zone balkanique, le passage « du long XIX^e au court XX^e siècle » ¹. Si nous ne travaillons pas à partir de sources, nous avons traité statistiquement certaines informations pour établir un bilan élémentaire des connaissances et des questions relatives à ce sujet. Les sources, largement plus nombreuses que les ouvrages, demeurent ouvertes et le lecteur compétent pourrait en faire une longue liste. Au niveau de l'historiographie, manquent des recherches centrées sur un village ou sur une région restreinte, fondées sur des sources inédites et étudiant les rapports entre économie, mentalités et politique au niveau local. La mise en avant des rapports concernant la propriété foncière constitue une approche qui n'a été adoptée que par une minorité de chercheurs contemporains. Leurs études laissent parfois entrevoir, derrière la masse de données quantitatives présentées, une absence du social.

De la révolution à la première réforme agraire (1871)

Les premières années après la révolution : le changement du régime de la propriété foncière

- ² Dans le milieu rural, la principale conséquence de la révolution de 1821 est la transformation radicale du régime de la propriété foncière. Avant la révolution, dans les régions du Péloponnèse et d'Eubée — sur lesquelles nous avons des renseignements relativement précis — les chrétiens, largement majoritaires, ne possédaient qu'un tiers ou tout au plus la moitié des terres cultivées.

Figure I : Distribution des terres selon la religion dans le Péloponnèse et l'île d'Eubée, vers 1820 ³

	Péloponnèse		Eubée	
	Population chrétienne	Population musulmane	Population chrétienne	Population musulmane
Part de la population totale (%)	85,50	14,50	92,10	7,90
Part de la surface de terres (%)	33,30	66,70	56,94	43,06
Taille moyenne des exploitations (en stremmas)	3,25	62,83	9,03	80,11

- 3 Les anciennes propriétés musulmanes se trouvaient pour la plupart dans les plaines, plus fertiles. Aux lendemains de la révolution, leur abandon déclenche une véritable « colonisation agraire » : les populations des montagnes émigrent massivement vers les plaines ³.

Le régime judiciaire : terres publiques et terres privées

- 4 Il est bien connu que, contrairement à l'Occident, les terres de l'Empire ottoman, en friche ou cultivées, appartenaient par défaut à l'État. Le cultivateur n'en avait que le droit de possession (*nomé*) et de transfert héréditaires, à la condition toutefois d'avoir payé ses impôts. À cette règle générale échappaient deux catégories : les terres plantées d'arbres et les vignobles — qui appartenaient à l'État mais dont les plantations elles-mêmes étaient propriété du cultivateur qui avait le droit de les revendre — et les terres servant de lieux de culte musulmans (*vakoufs*) ⁴.
- 5 À la fondation de l'État grec, ce régime judiciaire est modifié. L'application du droit de conquête, l'introduction du droit romain (ne reconnaissant que la propriété absolue et non les propriétés multiples de la terre) et les traités internationaux provoquent la formation d'un paysage agraire complexe. Selon le droit de conquête, les anciennes propriétés ottomanes publiques et les terres jadis cultivées par des musulmans qui avaient émigré passent entre les mains de l'État grec. Ces terres, dites terres nationales, se situent pour la plupart dans le Péloponnèse ou dans la partie occidentale de la Grèce continentale. Au cours de la révolution, elles ont été hypothéquées par les gouvernements grecs, pour garantir les emprunts extérieurs indispensables au financement de la guerre d'indépendance ⁵. Selon les projets officiels, ces terres doivent être par la suite distribuées aux paysans, lorsque la situation le permettra. D'autre part, les Grecs occupant des terres avant la révolution, à titre de *tesarruf* (droit de possession héréditaire et transmissible), deviennent propriétaires, à condition de présenter les justificatifs ottomans. Dans l'est de la Grèce continentale et en Eubée, régions qui n'ont pas été occupées par les forces révolutionnaires, les anciens cultivateurs musulmans

reçoivent l'entière propriété des terres cultivées après la fondation de l'État. À leur départ, ils les vendent à des Grecs ayant fait fortune à l'étranger, les seuls étant en mesure d'effectuer de pareils achats. C'est ainsi que sont créées les premières grandes propriétés foncières — qui ne représentent cependant que 5 % de l'ensemble des terres. Enfin, l'Église orthodoxe devient pleinement propriétaire des terres qu'elle exploitait déjà.

- 6 Nos connaissances sur la répartition des terres par catégories demeurent incomplètes. Bien que les chiffres manquent de précision, on peut estimer que les possessions de l'État couvrent entre 1/3 et 2/3 des terres cultivées, celles de l'Église orthodoxe environ 1/4 ⁶. Les petites et grandes propriétés privées n'occupent donc pas plus de la moitié de la surface cultivées. Les terres nationales constituent, depuis la fondation de l'État, le principal champ de conflit entre l'État et les paysans qui aspirent à se les approprier — surtout dans le cas de plantations qu'ils peuvent, si nécessaire, revendiquer légalement devant les tribunaux. De plus, une disposition du droit byzantino-romain — le droit de prescription acquisitive — donne la propriété de la terre à qui l'occupe (y compris arbitrairement) depuis 30 ans sans interruption. Cependant, l'appropriation des terres publiques n'a pas été systématiquement organisée par les notables régionaux et n'a pas conduit à la formation de grandes propriétés sur ces territoires ⁷.
- 7 On peut ainsi distinguer trois catégories de cultivateurs-producteurs. Le cultivateur-producteur qui cultive sa propre terre conserve la totalité de sa production, après versement en nature de l'impôt d'État représentant 10 % du produit brut (dîme). Celui qui cultive la terre publique (c'est-à-dire les terres nationales) verse à l'État propriétaire 15 % de son produit en guise de loyer (impôt d'usufruit) en sus de la dîme. Le cultivateur de terres privées, après versement de la dîme, doit laisser au propriétaire environ la moitié de la récolte si ce dernier lui a cédé les graines et le bétail indispensables, un tiers de la production si le propriétaire n'a pas participé aux frais de culture ⁸.

Productions et cultures

- 8 En 1861, la densité de la population s'élève à 24 habitants par km², alors qu'en Angleterre elle s'établit à 30 et en France à 40 habitants par km². Dans ces conditions, une partie importante des terres reste en friche.
- 9 En Grèce, comme dans d'autres pays méditerranéens, les principales cultures sont alors les céréales, l'olivier et la vigne. Sur les 7,5 millions de stremmas cultivés, six sont plantés en céréales, blé (40 %) et maïs (22 %) notamment. Compte tenu de la jachère bisannuelle, les céréales ne poussent chaque année que sur trois millions de stremmas ⁹. Les plantations occupent le million et demi de stremmas restant, un tiers en vignobles et presque un autre tiers en oliveraies.

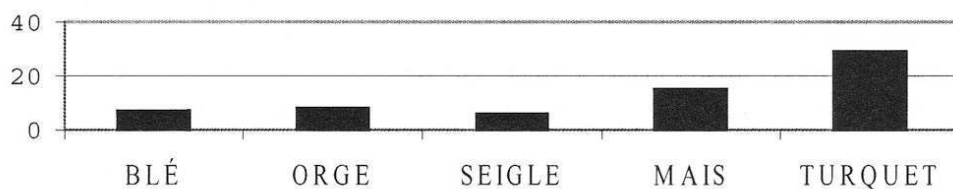
Figure II : Usage des terres, 1861 ¹⁰

	En milliers de stremmas	%
Terres cultivées	7 435	16,27
Terres irrigables en friche	11 748	25,71

Terrains montagneux ou non cultivables	18 599	40,71
Forêts	5 419	11,86
Étangs	833	1,82
Villes, villages, routes, rivières etc.	1 653	3,62
TOTAL	45 687	100,00

- 10 L'érudit philhellène Frédéric Thiersch décrit en 1833 l'équipement technologique du paysan grec aux lendemains de la révolution : « Le paysan grec possède ordinairement pour labourer sa terre, une charrue et une paire de bœufs (*zeugariou*) avec quelques ânes pour transporter les produits de ses champs. La forme de la charrue correspond encore aujourd'hui exactement à la description qu'en a fait Hésiode ; depuis trois mille ans rien n'y a été changé. C'est la dent de fer qui ne fend que la surface de la terre à la profondeur à peu près de trois pouces. Pour employer la charrue, il suffit de deux bœufs ; [...] des paysans grecs, un tiers seulement en possède une paire ; [...] plusieurs en possèdent en commun ou n'en ont pas du tout, et se voient forcés de labourer la terre à la houe. Généralement, on n'engraisse pas les terres, et l'on ne connaît d'autre moyen de faire reprendre des forces au sol, que de le laisser reposer deux ou trois ans après une récolte »¹¹.

Figure III : Rendement des céréales, 1860¹²



- 11 Si le rendement (production/semence) du blé variait selon la qualité des terres, il s'élevait cependant en règle générale à 6/1 et était pratiquement égal à celui de l'agriculture française. Ce fait apparemment paradoxal dérive de l'abondance des terres dans le royaume grec et de la possibilité de n'en cultiver que les plus fertiles, produisant 100 kg de céréales par stremma.

Le surplus¹³

- 12 Au recensement de 1861, la population agricole est composée de 150 000 familles pour 675 000 personnes, soit en moyenne 4,5 personnes par famille¹⁴. La paysannerie dans son ensemble possède six millions de stremmas cultivés en céréales. La moyenne familiale s'élève donc à 40 stremmas, pour moitié en jachère, qui produisent 2 000 kg, d'après la rendement estimé plus haut. À cette époque, une personne consomme annuellement 200 kg de céréales. L'utilisation de la production se répartit comme suit¹⁵ :

Figure IV : Production et surplus d'un cultivateur de céréales, milieu du XIX^e siècle

production familiale annuelle	2 000 kg	45 %
conservés comme semences	333 kg	17 %
impôt d'État (dîme)	200 kg	10 %
surplus 1 (cultivateur propriétaire de sa terre)	567 kg	28 %
impôt d'usufruit	300 kg	15 %
surplus 2 (cultivateur de terres d'État)	267 kg	13 %

- 13 Les cultivateurs de céréales conservent donc entre 28 % et 13 % de leur production, selon qu'ils sont propriétaires de leurs terres ou qu'ils cultivent des terres d'État. Mais que représentent en réalité ces données ? 567 kg de céréales correspondent vers la fin des années 1850 à 43 salaires agricoles, alors que 267 kg représentent 20 salaires seulement. « Les salaires agricoles [étaient] en général plus élevés que ceux des autres nations » ¹⁶.

Les difficultés de pénétration des rapports capitalistes dans le milieu rural

- 14 Ces chiffres expliquent la difficulté de pénétration des rapports capitalistes dans l'agriculture grecque du XIX^e siècle. Le bénéfice maximal que l'on peut en attendre ne peut excéder 28 %. Encore faudrait-il pour cela être propriétaire des terres, et trouver des ouvriers agricoles se contentant des céréales nécessaires à la subsistance de leur famille comme salaire. Des salaires aussi bas n'existent pas. Les informations dont nous disposons indiquent au contraire des salaires agricoles élevés, surtout aux moments de pointe des travaux agricoles (récoltes, cueillette des olives, etc.). Ceci est sans doute lié à l'existence de terres libres, et à une indifférence générale face au travail salarié. Autre obstacle pour les investisseurs, le réseau routier est déficient. Il rend le coût du transport prohibitif. En pratique, la voie navale est la seule solution. Ainsi, en 1868, le blé produit dans la région de Livadia est vendu 33 % plus cher sur le marché d'Athènes. Une décennie auparavant, cette différence avait atteint 100 %. Dans ces conditions, la capitale importe des céréales de Turquie et de Russie, tandis que le blé du Péloponnèse et de la Grèce continentale reste invendu ¹⁷.
- 15 L'exemple du blé montre le morcellement du territoire grec en petits marchés distincts. Aux jours de fête religieuse régionale, les foires permettent les contacts. Elles durent jusqu'à huit jours. L'agriculteur venu vendre son vin ou son huile d'olive y achète quelque tissu, ou un peu de fer pour fabriquer, souvent lui-même, sa charrue ¹⁸. Il y rencontre l'éleveur. Celui-ci ne passe pas sa vie dans les limites étroites de son village natal. Les bergers, 40 000 au recensement de 1861, sont organisés en groupes indépendants, les « *tséligata* » ¹⁹. L'été en montagne et l'hiver dans les plaines, ils se déplacent constamment. Assez répandu, l'élevage nomade des moutons et des chèvres ne nécessite aucune infrastructure et couvre les besoins du pays en laine. « Un bon champ abandonné servira

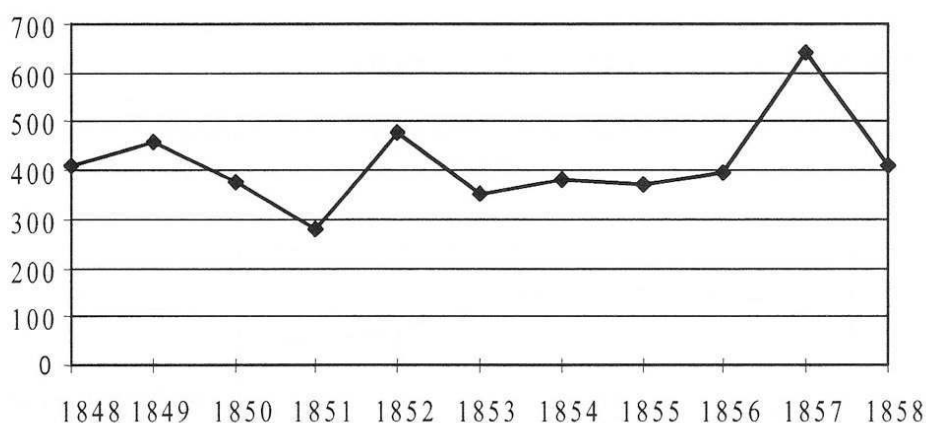
toujours de pâturage et le pâturage nourrira toujours le bétail », notait en 1800 le consul français Beaujour ²⁰. En revanche, peu ou pas d'élevage de gros bétail, qui nécessite des installations fixes et des terres privées.

- 16 Salaires élevés et morcellement du marché constituent ainsi deux facteurs défavorisant l'investissement agricole. Le brigandage qui ravage les campagnes grecques tout au long du XIX^e siècle en est un troisième. À proximité du village d'Achmétaga, en Eubée, l'anglais E. Noel avait acquis à bon prix un domaine ayant sans doute appartenu à des Ottomans. En 1855, raconte-t-il, onze brigands envahissent le village, « ils sont entrés dans les maisons des paysans et ils ont cassé toutes les armes qu'ils ont pu y trouver. Puis, ils ont rassemblé toutes les femmes dans la cour de la maison de Noel et ils s'y sont divertis pendant quatre heures, en mangeant, en buvant et en dansant. Les brigands ont arraché l'argent et les argenteries qu'ils ont trouvé dans cette résidence [...] ainsi que divers objets trouvés dans les maisons des paysans » ²¹.

Les crises

- 17 Les intempéries, qui peuvent détruire une grande partie des récoltes, constituent la principale menace pour une économie ainsi formée de petites unités de production autarciques. La crise peut affecter une région restreinte ou bien l'ensemble du territoire, comme en 1851. Si l'on en croit les sources fiscales, un hiver particulièrement rigoureux fait alors chuter la production de 60 % par rapport 1849 ²². Dans ces situations, les unités de production sont en déficit. L'État s'obstine malgré tout à prélever les impôts, ce qui avive les tensions sociales. Ainsi naissent des mouvements sociaux ruraux, dont les objectifs se précisent. Entre 1852 et 1854, la révolte dite « du boucher Papoulakos » — la plus importante de la période — se transforme en un mouvement de protestation religieuse. Son *leader* se limite à un discours incitant les croyants à la lecture du livre de psaumes et à la persévérance face à la corruption de l'Église orthodoxe par les hétérodoxes ²³.

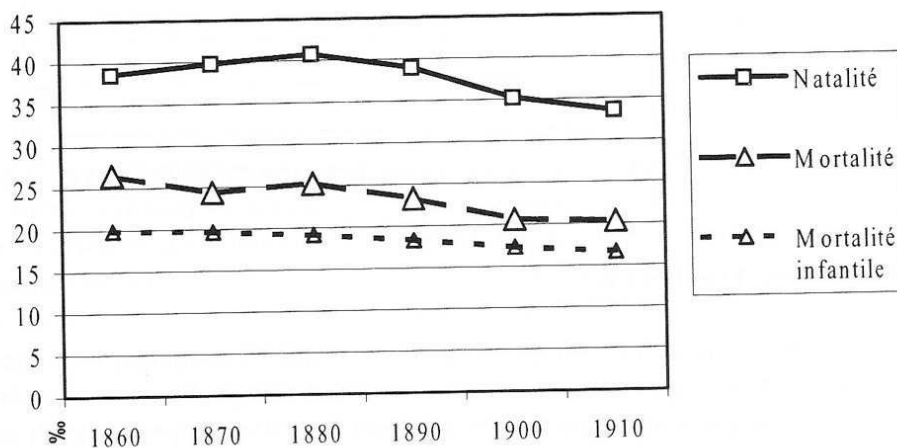
Figure V : Versement de l'impôt sur le blé (en milliers de kiles de Constantinople) ²⁴



L'alimentation et les hommes

- 18 Comme partout en Europe, le pain constitue le principal élément de l'alimentation. Lorsque le blé fait défaut, on le fait d'orge. Outre les céréales, l'alimentation du paysan comprend des légumes frais et secs préparés à l'huile d'olive, du fromage (surtout dans les régions d'élevage) et des poissons salés. Le vin est produit et consommé sur l'ensemble du territoire. La viande d'agneau ou de porc reste un plat de fête dans la plupart des régions ; volailles et gibier complètent les besoins familiaux en viande. Les bovins, utiles aux travaux agricoles, ne sont sacrifiés que lorsqu'ils sont trop vieux pour travailler ²⁵. Dans l'ensemble, l'alimentation du paysan est en grande partie dictée par les coutumes religieuses ou par la rareté de certains produits. Il est défendu de manger de la viande, des œufs et des produits laitiers le mercredi et le vendredi, ainsi qu'en période de jeûne ²⁶.
- 19 Nos paysans, tout comme les habitants des villes, meurent jeunes : l'espérance de vie ne dépasse pas 35 ans. En 1861, la mortalité s'élève à 26,5 ‰ et la mortalité infantile à 198 ‰ : un enfant sur cinq meurt avant d'atteindre l'âge de un an. Ces chiffres dépassent légèrement ceux de la France pour la même période (23 et 180 ‰). Le paludisme constitue l'une des principales causes de décès pour les paysans vivant près de lacs ou d'étangs. On meurt aussi couramment de typhus, de scarlatine (variante mortelle de la grippe), ou de maladies pulmonaires (bronchite, pneumonie). La vaccination contre la variole est obligatoire à partir de 1835, mais un habitant sur deux y échappe. Ainsi variole, rougeole et gastro-entérites expliquent une mortalité infantile qui demeure très élevée tout au long du XIX^e siècle. Le recul ne s'amorce qu'avec la pasteurisation et la généralisation de l'emploi d'eau bouillie.

Figure VI : Mouvement naturel de la population grecque, 1860-1910 ²⁷



- 20 Cependant, grâce à une forte natalité — environ 40 ‰ tout au long du XIX^e siècle — et malgré l'émigration, la population vivant à l'intérieur des premières frontières de l'État grec a pratiquement doublé entre 1830 et le début du XX^e siècle.

Agriculteurs, imposition et hommes politiques

- 21 Il existe toutefois un domaine de l'économie agricole où l'investissement du capital s'avère lucratif à court terme : la perception des impôts. L'État l'affirme à des particuliers, comme avant la révolution. Le système, constamment modifié selon les régions et les périodes (jusqu'en 1940), reste complexe. Les preneurs payent à l'avance. Soutenus par l'armée, ils perçoivent les impôts en nature (jusqu'en 1863) auprès des paysans, et en commercialisent le fruit à la ville voisine ²⁸. La tension qui accompagne les prélèvements a laissé de nombreux témoignages ²⁹.
- 22 Il ne s'agit toutefois pas d'un phénomène régi par les lois de la théorie économique « pure », selon laquelle l'*homo economicus* agit dans le seul but d'optimiser ses revenus. Fort du pouvoir que lui accorde sa fonction, le percepteur d'impôts peut favoriser ses amis et réprimer ses adversaires politiques. Afin d'obtenir le poste désiré, le notable local doit être en mesure de contrôler le réseau d'imposition de sa circonscription électorale — ou tout au moins d'éviter que ses adversaires ne le fasse —, ce qui se révèle parfois coûteux. La perception de la plus grande partie du surplus, destinée à la caisse publique, dépend ainsi largement de facteurs extra-économiques ³⁰.
- 23 Durant cette première période, 90 % des revenus publics proviennent du milieu rural. Le transfert de surplus du producteur direct à l'État conduit à la formation d'un énorme appareil bureaucratique : en 1880, la Grèce compte sept fois plus de fonctionnaires par habitant que l'Angleterre ³¹. Il est vrai que l'industrie est inexistante et l'autoconsommation prépondérante : hormis la capitale, les seules villes de plus de 10 000 habitants sont Patras et Hermopolis. Dès lors, l'État constitue de loin le rouage le plus important de redistribution des valeurs. Les employés supérieurs de la fonction publique forment un groupe social dominant. Ils usent d'un pouvoir assis sur le contrôle de l'argent public — et non sur la propriété — pour élargir leur réseau clientéliste, négligeant la réalisation de travaux d'infrastructure sans bénéfice à court terme.

Après 1871 : un monde en mouvement

Le raisin de Corinthe et la première réforme agraire

- 24 Ce monde apparemment immobile commence à se transformer à partir du milieu du siècle, avec la hausse de la demande anglaise en raisins de Corinthe. En effet, la consommation de pudding se répand alors jusqu'aux couches moyennes et pauvres de la société anglaise. Cette augmentation entraîne l'extension rapide de la culture du raisin sec en Grèce, plus lucratif que les céréales. Vers le milieu des années 1860 un stremma semé de blé, au rendement de 6/1, ne rapporte à son propriétaire que 20 drachmes, un stremma de raisin sec 90 drachmes — quatre à cinq fois plus ³².
- 25 Cultiver le raisin de Corinthe ne demande qu'une bêche, équipement modeste. Mais c'est un investissement à long terme, car la vigne ne fructifie qu'au bout de cinq à sept ans. Il est alors important d'être propriétaire de la friche convertie en vignoble. Le régime des terres publiques constitue sur ce point un obstacle et complique les choses. À la majorité de la population, qui ne possède pas de terres privées, le régime d'« implantation » offre une première solution. À la première récolte, le propriétaire et le cultivateur d'un terrain planté en vignoble s'en partagent la propriété, pour moitié chacun. Seconde

solution, la terre publique peut être privatisée. C'était l'esprit de la loi « de la dotation des familles grecques », votée en 1835. Dans la pratique, cette loi a échoué, pour deux raisons. D'une part, les prix de vente des terres ont parus trop élevés. D'autre part les agriculteurs ont refusé de payer pour recevoir les titres de terres dont ils réclamaient l'usufruit. Mais la situation a changé depuis. La validation légale de la propriété des cultures s'avère désormais urgente. L'action du premier ministre Koumoundouros en 1871 conduit à la première réforme agraire de l'État grec.

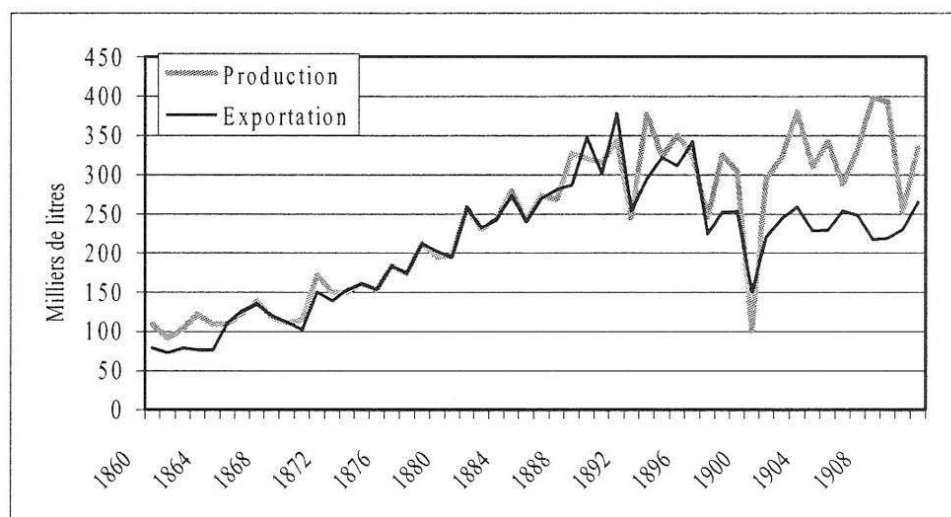
- 26 La loi de 1871 donne à ceux qui la cultivent la propriété de la terre publique. S'ils ne sont pas intéressés, d'autres habitants du village ne possédant pas de terres nationales en bénéficient. La valeur de chaque lot est fixée par un comité. Le paiement s'effectue en 26 versements annuels. Un propriétaire ne peut recevoir plus de 80 stremmas, 40 pour des terres irriguées. Plus de 2,5 millions de stremmas sont ainsi distribués à 350 000 familles entre 1871 et 1911 : l'expansion du raisin sec entraîne le morcellement des terres publiques en une mosaïque de petites propriétés ³³. Parallèlement, elle est à l'origine de la monétarisation de l'économie rurale, et du lien commercial entre régions productrices de raisin et marchés européens.

La conjoncture du raisin sec

- 27 La demande provient d'abord des consommateurs traditionnels du produit : l'Angleterre et, en second lieu, l'Autriche-Hongrie. Dans le nord du Péloponnèse, principale région productrice, les terres cultivées, la production et les exportations doublent. En 1878, le raisin sec, seul produit que l'État puisse placer sur le marché international, représente 80 % du total des exportations. Un événement imprévisible provoque une nouvelle croissance de la demande : le phylloxéra, qui touche les vignes françaises à partir de 1870. Les Français utilisent alors le raisin de Corinthe comme substitut pour faire du vin (*staphidite*). Bien que la crise viticole en France soit à l'évidence passagère, les vignobles s'accroissent d'un tiers entre 1878 et 1911.

Figure VII : La culture de la vigne, 1860-1911 ³⁴

	1860	1867	1878	1888	1911
Étendue des cultures (milliers de stremmas)	220	280	435	620	600
Pourcentage sur l'ensemble des étendues cultivées	5,7				6,5
Production (millions de litres)	109	137	211	327	334
Valeur des exportations de raisin sec (milliers de drachmes)	14,1	21,0	41,7	52,4	46,7
Pourcentage sur la valeur de l'ensemble des exportations (%)	52,38	43,13	79,48	54,77	33,16

Figure VIII : Production et exportation de raisin sec, 1860-1911 ³⁵

- 28 La production française reprend grâce à l'introduction de plants californiens. Elle bénéficie à partir de 1892 de mesures protectionnistes. Une crise de surproduction typique et irrévocable éclate alors en Grèce. L'extension des cultures cesse, mais la crise se prolonge. Entre 1893 et 1911, malgré la réduction de 10 % des surfaces et de la production, 20 % des raisins restent invendus.
- 29 La crise du raisin de Corinthe touche surtout les couches supérieures du milieu rural. En appliquant la logique établie plus haut, nous avons calculé le revenu du « producteur type » de raisin sec — qui ne constitue qu'une partie du revenu du cultivateur direct.

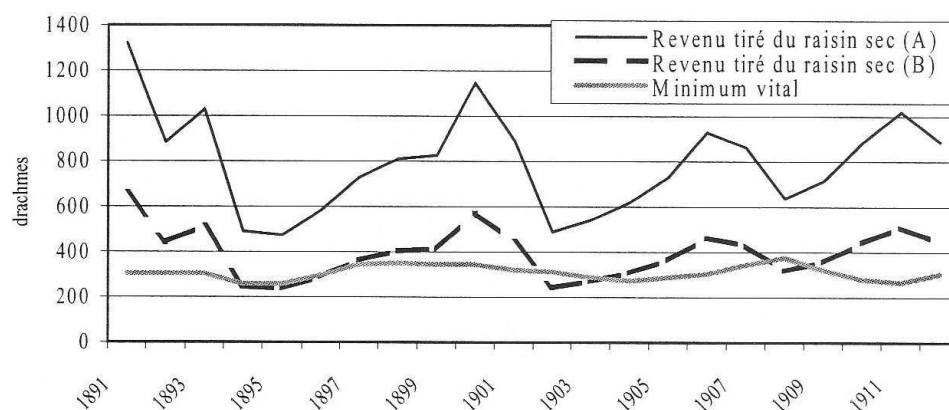
Figure IX : Production et revenu d'un cultivateur de raisins secs, 1878 ³⁶

surface moyenne de terre cultivée	15 stremmas
production moyenne (550 litres/stremma)	8 250 litres
revenu (0,18 drachmes/litre à l'exportation)	1 485 drachmes
Coût du minimum vital en céréales pour une famille de cinq personnes (0,35 drachmes/kg)	351 drachmes

- 30 Contrairement aux cultures céréalières destinées à l'autoconsommation, nous avons ici affaire à une production destinée au marché. Il faut donc soustraire le bénéfice des commerçants. Nous ne possédons que de rares indices pour l'estimer. Dans l'hypothèse avancée par Alexis Franghiadis, il s'élève à 50 % du prix d'exportation lorsque le commerçant achète par avance la récolte. Il reste alors au cultivateur 740 drachmes, soit le double du prix des céréales nécessaires aux besoins annuels d'une famille de cinq personnes. Après la crise, la production ayant été réduite de 10 % et les invendus s'élevant à 20 %, le revenu restant au cultivateur baisse jusqu'à 520 drachmes. Il demeure ainsi une fois et demie supérieur aux besoins en céréales. Ainsi, même lorsque le producteur est obligé de vendre par avance sa récolte à des usurers, cas extrême, le

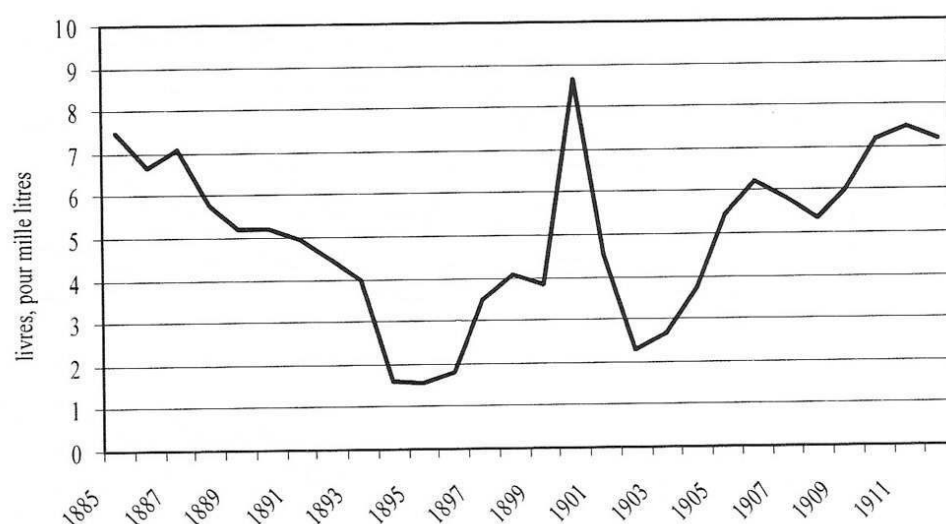
surplus revenant au foyer (50 %) reste le double de celui du cultivateur de céréales qui travaille sa propre terre (25 %, voir *supra*).

Figure X : Revenu du cultivateur de raisin sec et minimum vital (1891-1913)³⁷



- 31 En réalité, à partir de 1891 (début de la crise), le revenu du « cultivateur type » se situe entre la ligne A (dans l'hypothèse de l'absence de profit commercial ce qui fait pousser le revenu théorique vers le haut) et la ligne B (valable dans le cas de récoltes vendues par avance). Dans ce seul second cas, nous pouvons considérer que certaines années (1894-1898, 1902-1904, 1908-1909) les revenus provenant du raisin sec ne suffisent pas à l'achat des céréales indispensables — si toutefois l'agriculteur se fournit entièrement sur le marché. La crise ne concerne directement que 5 à 8 % de la population — cultivateurs et commerçants de raisin sec. Elle touche cependant rapidement l'ensemble de l'économie sous forme de crise du change : le raisin de Corinthe constitue en effet le principal produit d'exportation. La valeur des exportations des années 1892-1895 chute de 75 % par rapport à celle de 1891 et le prix de la livre sterling passe, pour la même période, de 32 à 45 drachmes³⁸.

Figure XI : Prix du raisin sec, 1885-1912 (en livres par milliers de litres)³⁹



- 32 Pour les agriculteurs du nord du Péloponnèse, c'est une crise de l'espoir. Depuis 1865, toute une génération a été élevée dans l'idée qu'elle pourrait augmenter ses revenus en étendant ses cultures. Ceux qui plantent des vignes vers 1885 sont les premiers à affronter la réalité crue d'un marché qui ne peut continuer à s'élargir indéfiniment.
- 33 Pour résoudre la crise, l'État cherche à limiter l'offre afin de stabiliser les prix en baisse. Il impose une « rétention » de l'ordre de 15 % sur les quantités exportées, et fonde la Banque viticole, chargée de gérer les surplus et de les distribuer à prix favorables aux industries vinicoles locales ⁴⁰. Les résultats de ces mesures sont dérisoires. Il faut attendre 20 ans pour qu'à la faveur d'une hausse générale des prix en Europe le raisin retrouve son cours de 1890.

Les agriculteurs, le raisin sec et le marché

- 34 Le paysage des régions productrices sort transformé de cet âge d'or du raisin sec. Outre le changement du régime de la propriété foncière, c'est l'établissement de liens entre l'exploitation agricole et le marché qui constitue le changement le plus important, entraînant la monétarisation de celui-ci. Dans des économies à haut degré d'autoconsommation, le surplus ne change de mains que sous forme d'impôt ou de rente foncière en nature. La monétarisation met en scène un nouveau personnage, le négociant, qui établit le contact entre le producteur direct et le marché extérieur. L'agriculteur vend sa production à prix « ouvert » à un négociant local qui marchande avec ses collègues à l'étranger et touche un pourcentage fixé à l'avance en guise de commission. Mais les cours varient sur l'année. Élevés lors de la mise sur le marché des premières grappes, ils s'affaissent ensuite pour ne remonter qu'après la vente de la grosse part de la production. L'usage du crédit entre négociants et les variations des taux de change autorisent les spéculations. Aux bénéfices « logiques et légaux » s'en ajoutent ainsi d'autres plus obscurs, et le négociant s'approprie une part du surplus supérieure à celle annoncée. La situation oligopolistique du négoce le favorise : en 1879, deux maisons de commerce contrôlent la moitié des exportations depuis Patras, le plus grand port exportateur de raisin sec en direction de la France ⁴¹.
- 35 Aux côtés de la nouvelle couche sociale des négociants apparaissent des familles riches dont les revenus proviennent de l'exploitation de la terre. Le mécanisme est simple. Elles financent les agriculteurs les plus pauvres, en général à un taux de 10-12 %, jusqu'au moment où les terres cultivées deviennent rentables. Puis elles partagent le vignoble avec eux. Il faut alors trouver des ouvriers pour cultiver les vignes conservées. Les immigrés des pays voisins (chrétiens de l'Empire ottoman, Italiens et Bulgares) viennent suppléer au manque de main d'œuvre locale. Mais la solution trouve vite ses limites : en 1880, le salaire ouvrier représente 26 kg de blé. Il suffit donc d'un mois de travail pour assurer le minimum vital annuel d'une famille de quatre personnes. Le tableau qui suit montre l'absence d'accumulation de capitaux dans ce secteur, le plus commercialisé de la production agricole. Le phénomène perdure jusqu'au moins 1880, empêchant la formation de grandes propriétés foncières.

Figure XII : Répartition de la terre dans la région de Aigion, 1864-1880 ⁴²

Année	1864	1880

	Foyers agricoles	Étendue de la terre	Foyers agricoles	Étendue de la terre
10-50 stremmas	75,69 %	40,74 %	76,69 %	42,31 %
50-100 stremmas	11,12 %	14,82 %	18,69 %	35,46 %
>100 stremmas	13,19 %	44,46 %	4,62 %	22,23 %

- 36 Même après l'éclatement de la crise, la petite propriété maintient sa position : à partir de 1900, l'émigration transatlantique au départ des régions productrices de raisin sec ne dépasse pas la moyenne nationale ⁴³.

Les *chiftliks* de Thessalie

- 37 En 1881, avec l'annexion de la Thessalie, la question de la grande propriété foncière se pose pour la première fois en Grèce. Cette région faiblement peuplée compte 270 000 habitants, soit 21 habitants par km², contre 33 pour le reste du pays. Les pâturages occupent l'essentiel des terres. Depuis 1856 et les réformes du Hatti-Humayun reconnaissant le droit de propriété, de grandes propriétés foncières (les *chiftliks*) y ont été créés par vente des terres publiques de l'État ottoman. Après le traité de Saint-Stéphane (1878), leurs propriétaires musulmans, prévoyant l'annexion imminente, s'empressent de les vendre à des boursiers et banquiers de la diaspora grecque de Constantinople : Zappas, Zographos, Sygros *etc.* La perspective de l'annexion et la faible rentabilité des terres font baisser prix jusqu'à 10-14 drachmes par stremma — contre 600 à 700 drachmes le stremma de vignes dans le Péloponnèse ⁴⁴.
- 38 Rassemblés dans la plaine, les quelques 580 *chiftliks* couvrent 6 millions de stremmas, soit 2/3 des terres cultivées. Le tiers de la population y vit. Les domaines mesurent entre 3 000 et 50 000 stremmas, voire plus. La petite propriété domine en revanche dans les 270 chefs-lieux de montagne, aux caractéristiques comparables à celles des autres régions grecques ⁴⁵.
- 39 Une moitié de la superficie du *chiftlik* est consacré à la culture des céréales, le reste est en pâturages. Le propriétaire cède une partie des terres au cultivateur (*colligos*) contre la moitié de la récolte si les semis ont été fournis. Pour éviter les frais de surveillance, ils préfèrent souvent ne pas les fournir et se contenter du tiers de la production. 11 000 familles de *colligoi* s'intègrent dans ce système économique, ainsi que 7 000 familles de *parakentedes*, aides-ouvriers agricoles permanents ou saisonniers travaillant pour le propriétaire foncier ou pour les plus aisés des *colligoi*.
- 40 Comme pour le producteur de céréales du Péloponnèse et le producteur de raisin sec, on peut établir le revenu-type du *colligos*. Nous nous appuyons ici sur les comptes de Georgios Zografos, grand négociant d'Odessa et boursier à Constantinople. Il a acquis 64 000 stremmas pour 540 000 drachmes. 400 familles de *colligoi* vivent sur ce domaine. Comme dans toute la Thessalie, la moitié des terres sont couverte de forêts, d'étangs et de pâturage. L'autre moitié est cultivée par les *colligoi* à raison de 80 stremmas par famille — 40 semés, autant en jachère ⁴⁶.

Figure XIII : Production et surplus d'un *colligos* de Thessalie, fin du XIX^e siècle

production familiale annuelle (110 kg par stremma)	4 000 kg
conservés comme semence (hypothèse d'un rendement de 7/1, soit 15 kg par stremma)	600 kg
production brute	3 400 kg
minimum vital	900 kg
part du propriétaire foncier (1/3, semis non fournis)	1 333 kg
impôt (quantité maximale calculée)	100 kg
Surplus	1 067 kg

- 41 1 067 kilos restent donc à la disposition des familles, soit 26 % de la production brute. Pour comparer avec l'agriculteur péloponnésien, il faut compter que ce dernier, producteur direct, est accablé d'impôts; et que le système fiscal a été modifié dans les décennies précédentes⁴⁷. La différence entre le produit brut du *colligos* de Thessalie et celui du cultivateur du Péloponnèse s'élève alors à 60 %⁴⁸.
- 42 Selon nos sources, le propriétaire, autre pôle de l'économie du *chiftlik*, se limite au rôle de rentier. Il refuse de réinvestir une part de ses bénéfices dans la terre et participe ainsi à la persistance des conditions archaïques de l'agriculture en Thessalie.
- 43 Après l'annexion, des problèmes apparaissent entre les nouveaux propriétaires des *chiftliks*, financiers grecs de la diaspora dont l'État veut attirer les capitaux, et les *colligoi* qui représentent 5 % de l'ensemble de la population. Les premiers soutiennent qu'ils ont la pleine et entière propriété des terres qu'ils ont achetées. Ils tentent de forcer les agriculteurs à signer des contrats de location annuelle, qui autorisent le propriétaire à renvoyer le cultivateur en cas de non renouvellement. De leur côté, les *colligoi* réclament la distribution des terres dont ils ont, selon la législation ottomane, le droit perpétuel et héréditaire de possession. Cette clause exclut leur renvoi du *chiftlik*⁴⁹. Devant cette situation, l'État prend parti pour les propriétaires : « Imposer la distribution des terres aux cultivateurs, c'est chasser de Grèce les capitaux de la diaspora », déclare au parlement le premier ministre Charilaos Trikoupis. Grâce à la résistance des agriculteurs, l'expulsion massive de cultivateurs est évitée. Mais deux nouvelles mesures profitent aux propriétaires. L'impôt « sur les animaux de charrue » remplace la dîme sur les céréales. Beaucoup moins lourd, ce nouvel impôt ne pèse que sur les producteur, épargnant les propriétaires fonciers. Parallèlement, la suppression de la douane de Thessalie favorise le développement de l'élevage nomade dans la région. Les grands propriétaires tirent alors plus de profit de la location des terres comme pâturages. Les cultures de céréales diminuent ainsi entre 1885 et 1897, et la Thessalie ne devient finalement pas ce grenier à blé de la Grèce auquel beaucoup aspiraient. Le déficit de la balance des céréales décuple entre 1850 et 1910, passant de 15 000 à 150 000 tonnes, et les céréales importées couvrent désormais le tiers de la consommation nationale⁵⁰.

- 44 En 1920 il ne reste que 470 *chiftliks*, contre 580 en 1880. Les cultivateurs, en vendant les surplus disponibles après prélèvement de la rente foncière, ont pu racheter les autres domaines.

L'émigration

- 45 Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, la population grecque a augmenté de moitié. Après les Guerres balkaniques, l'annexion de nouveaux territoires et l'excédent naturel la font doubler, malgré l'émigration.
- 46 De nombreux témoignages et recensements confirment l'existence de courants migratoires vers les villes de l'Empire ottoman et d'Égypte⁵¹. Selon certaines estimations, celles-ci voient leur population grecque s'accroître de 500 000 personnes au cours du XIX^e siècle, contre 200 000 pour les centres urbains grecs — capitale comprise. Ainsi la présence hellène à Constantinople double au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, pour atteindre les 250 000 âmes — un habitant sur quatre ; même croissance à Smyrne, où les 120 000 grecs forment la moitié de la population. La communauté d'Alexandrie passe de 5 000 personnes en 1840 à 75 000 vers 1900. Athènes compte alors 170 000 habitants. Pour les candidats ruraux à l'émigration, l'étranger offre de meilleures perspectives professionnelles que les villes de Grèce.
- 47 Sur une génération, cet important mouvement migratoire concerne plus de 10 % de la population masculine rurale — un homme sur trois familles. Il ne cesse qu'avec les Guerres balkaniques. La plupart des migrants sont issus de régions où prédomine la petite propriété : Péloponnèse, îles Égées, parties montagneuses de Thessalie. Le départ à l'étranger d'un des membres de la famille rééquilibre en partie la croissance démographique, et en évitant le morcellement concourt au maintien des petites exploitations familiales.
- 48 Vers la fin du XIX^e siècle, les États-Unis s'ajoutent à la Méditerranée orientale comme destination d'émigration. Entre 1900 et 1910, 25 000 personnes émigrent en moyenne chaque année, et le total atteint 400 000 en 1930. La précarité de la migration est une nouveauté qui caractérise ce mouvement massif. Ceux qui s'expatrient en ont conscience, et ne rompent pas leurs liens familiaux. La petite propriété, qui n'était pas fragilisée par l'excédent de population, profite de leurs envois d'argent périodiques.

Des changements dans la continuité

- 49 Mise à part la culture du raisin sec, dont nous avons longuement parlé, le plus important changement de l'agriculture grecque s'opère lentement, imperceptiblement. On peut le situer entre 1860 et 1910. L'agriculteur grec abandonne alors, avec plusieurs siècles de retard sur ses collègues européens, la jachère bisannuelle au profit de la jachère sur trois ans. Les jachères n'occupant plus qu'un tiers des terres, les deux tiers restants sont cultivés alternativement de blé et d'autres céréales — orge, maïs, avoine. Cette innovation n'a aucun coût pour le producteur, sinon l'abandon de coutumes héritées de ses ancêtres. Elle permet une croissance de la production sans extension des terres cultivées. C'est ainsi que l'accroissement de la population (80 % sur la période dans les limites territoriales de 1833) n'entraîne aucune crise de subsistance, ou du moins aucune véritable disette. Si 35 % des céréales consommées sont importées, les importations par tête en volume demeurent en 1910 au même niveau qu'en 1870⁵².

Figure XIV : Étendue et production des céréales dans les limites du territoire de 1833 ⁵³

Céréales : terres cultivées et production	1860	1911	Variation %
Terres cultivées en céréales (millions de stremmas)	2,80	4	42,86
Terres en jachère (millions de stremmas)	2,80	1,70	-39,29
Total terres (millions de stremmas)	5,60	5,70	1,79
Production (en tonnes)	266 000	378 000	42,11
Production/stremma cultivé (en kg)	95	94,5	-0,53
Production/stremma cultivé en céréales (en kg)	47,50	66,32	39,61

50 L'amélioration des réseaux de transport constitue le deuxième changement important. Le gouvernement Tripoukis entreprend dans les années 1880 de doter le pays d'un réseau routier structuré. Toujours insuffisant, il remplace les routes reliant des villes de province entre elles. Entre 1883 et 1892, 1 346 kilomètres de routes sont ouverts, contre 547 pour les deux décennies précédentes. Dans le même temps, les lignes de chemin de fer, qui se limitaient à la desserte de Patras (pour le raisin sec du Péloponèse) et de Volos (pour le blé de Thessalie), sont complétées : 700 kilomètres supplémentaires sont construits ⁵⁴. L'utilité de ces travaux est incontestable. Le coût des transports diminue et les marchés locaux s'unifient progressivement. Cependant, malgré les efforts de modernisation, les résistances d'un monde rural toujours aussi attaché au village natal limitent leur efficacité. Les foires locales se multiplient, passant de 40 en 1840 à 85 en 1909 ⁵⁵.

51 Autre changement important, la dîme, versée jusqu'en 1863 en céréales, l'est désormais en liquide. Le paysan doit vendre lui-même une partie de sa production ⁵⁶. Mais ce contact imposé avec le marché n'a pas d'effets spectaculaires. La part commercialisée reste assez modeste, plus encore lorsqu'après 1880 l'impôt sur la production est remplacé par l'impôt sur les animaux de trait. Dans l'ensemble, l'imposition qui pèse sur l'agriculteur baisse constamment : 10 drachmes en moyenne en 1870, 6,5 drachmes en 1910. Le pouvoir de celui qui perçoit les impôts en sort affaibli. Il régresse dans la hiérarchie sociale du monde rural ⁵⁷.

52 * * *

53 Ainsi, l'économie rurale grecque se présente sous trois aspects différents, que nous avons présenté ici sous forme de trois portraits-types de paysans. Bien sûr, ceux-ci étaient en réalité plus complexes que nous les avons décrits. Les paysans cultivaient parallèlement le blé, la vigne et l'olivier ; ils disposaient d'un certain nombre de têtes de bétail. Les surplus de leur exploitation étaient, eux aussi, variables. Il ne s'agit pas d'insister sur le niveau précis de ces surplus, mais plutôt sur la logique régissant les unités productives représentées ici par ces trois groupes de cultivateurs.

- 54 Le petit propriétaire du Péloponnèse ou de la Grèce continentale ne produit pas pour le marché. Il ne cherche donc pas à augmenter sa production, au contraire : il aspire à l'autarcie, à couvrir ses propres besoins adaptés à l'environnement social dans lequel il vit son quotidien. Il n'est pas désintéressé par le marché, mais n'a pas la possibilité d'agir en producteur de marchandises. Le député Calligas l'avait d'ailleurs bien noté en 1882 : « [L]e transport du blé de l'Akarnanie au port représente un coût tel que le blé importé de Russie s'avère moins cher. C'est la raison pour laquelle l'agriculteur n'a aucun intérêt à semer des quantités supérieures à celles qui couvrent ses propres besoins en céréales ».
- 55 Contrairement aux céréales, le raisin sec, produit de luxe, peut supporter le coût supplémentaire du transport, y compris vers l'étranger. Son producteur est donc bien intégré dans la logique du marché. Mais l'augmentation de la production connaît dans ce cas ses limites : la superficie de la terre cultivable par unité familiale et le rendement du produit par stremma. Des salaires agricoles élevés défavorisent l'extension de la culture en réduisant les profits.
- 56 Le paysan de Thessalie produit lui aussi pour le marché, mais pour des raisons différentes : intégré dans le mécanisme de l'économie du *chiftlik*, économie de marché par définition commercialisée, il doit produire des quantités supérieures au minimum vital afin d'éviter son éventuelle expulsion. Mais cette procédure de commercialisation forcée entraîne des inégalités parmi les paysans. Elle conduit à la formation d'une couche supérieure des *colligoi* dont les membres exploitent des surfaces excédant les possibilités de travail d'une simple famille agricole, comme le confirme la présence des *parakentades*. Aisés ou pauvres, les *colligoi* aspirent à la propriété de la terre qu'ils cultivent. Ils sont en même temps les premiers à encadrer le mouvement agraire de Thessalie. Ils y participent activement, en organisant des rassemblements, en publiant des brochures et des journaux, en se faisant représenter au parlement par des députés avocats militants de la question agraire. La réaction des propriétaires fonciers, voire le meurtre du *leader* des militants agraires M. Antypas, créent des tensions qui mènent en 1910 à la première intervention sanglante de l'armée contre les agriculteurs révoltés, dans le village de Kiléler.

NOTES

1. Eric John HOBSBAWN, *Age of extrens. The short twentieth century, 1914-1991*, Londres, Éditions Michael Joseph, 1994.
2. Eleni BELIA, « *Statistika tou ellinikou Kratous kata to 1830* » [« Éléments statistiques sur l'État grec en 1830 »], dans *Mnimosyni*, volume 7, 1978-1979, pp. 291-319. 1 stremma = 0,1 hectare.
3. Vassilis PANAYOTOPOULOS, *Plithismos kai oikismoi tis Peloponnissou, XIII^e-XVIII^e aionas* [Populations et hameaux du Péloponnèse, XIII^e-XVIII^e siècles], Athènes, Archive historique/Banque commerciale de Grèce, 1985, pp. 213-214 : « L'unification institutionnelle et économique du pays a créé de nouvelles perspectives : elle a entraîné l'amélioration des conditions dans lesquelles était pratiquée l'exploitation de la terre et a

favorisé le développement de l'agriculture ainsi que la restructuration de l'ensemble du réseau urbain à l'échelle nationale [...]. C'est ainsi que s'est formée une vague d'émigration vers les plaines fertiles du Péloponnèse... ».

4. Citons à titre indicatif : Halil INALLCIK, *The Ottoman Empire. The Classical Age 1300-1600*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1973, XII-257 p. ; Robert MANTRAN [dir.], *Histoire de l'empire ottoman*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, 810 p. ; Sencer DIVITCIOGLU, « Modèle économique de la société ottomane (les XIV^e et XV^e siècles) », dans *La Pensée*, n° 144, 1969 ; Bistra CVETKOVA, « L'évolution du régime féodal turc de la fin du XVI^e au milieu du XVIII^e siècle », dans *Études Historiques*, n° 1, Sofia, 1960 ; Bruce McGOWAN, *Economic Life in Ottoman Europe : Taxation, Trade and the Struggle for Land, 1600-1800*, Cambridge/Melbourne/Paris, Cambridge University Press/Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1981, 226 p.

5. Andreas ANDREADES, *Istoria ton ethnikon daneion. Proto meros : ta daneia tis anexartias (1824-1825)* [Histoire des emprunts nationaux. Première partie : Les emprunts de l'indépendance (1824-1825)], Athènes, Éditions Karavias, 1986 (1^{ère} édition 1904).

6. William W. McGREW *Land and Revolution in Modern Greece, 1800-188 : the Transition in the Tenure and Exploitation of Land from Ottoman Rule to Independence*, The Kent State University Press 1985, 339 p. ; Theodoros SAKELAROPOULOS, *Thesmikos metaschimatismos kai oikonomiki anaptixi : kratos kai oikonomia stin Ellada 1830-1922* [Transformation institutionnelle et développement économique : État et économie en Grèce 1830-1922], Athènes, Éditions Exantas, 1991 ; Dimitris PSYCHOYOS, *To zitima ton ethnon gaion* [La question des terres nationales], Athènes, Banque agraire de Grèce, 1994.

7. Chrissos EVELPIDES, *Oikonomiki kai koinoniki istoria tis Ellados* [Histoire économique et sociale de la Grèce], Athènes, 1950.

8. Ce fut aussi le cas avant la révolution : voir à ce propos Spyros ASDRACHAS, « *Eisagogi : provlimata oikonomikis istorias tis tourkokratias* » [« Introduction : problèmes d'histoire économique de la domination ottomane »], dans *I oikonomiki domi ton balkanikon xoron (XV^e-XIX^e aionas)* [La structure économique des pays balkaniques (XV^e-XIX^e siècles)], Athènes, Éditions Melissa, 1979.

9. Alexandros MANSOLAS, *Politeiografikai pliroforiai peri Ellados* [Renseignements politographiques sur la Grèce], Athènes, Imprimerie nationale, 1867, p. 52.

10. *Idem.*

11. Frédéric THIERSCH, *De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration*, Leipzig, Éditions F.-A. Brockhaus, 1833 ; traduction grecque *I ellada tou Kapodistria*, Athènes, Tolidis, 1972, tome 1, pp. 293-294.

12. Source : Alexandros MANSOLAS, *Politeiografikai...*, ouv. cité, p. 60.

13. Nous définissons le surplus comme la différence entre les valeurs produites par une exploitation agricole et les valeurs indispensables à sa reproduction. Les besoins du foyer se limitent au minimum vital, aux graines indispensables à l'obtention de la même production l'année suivante, à l'imposition et à la somme versée, s'il y a lieu, au propriétaire de la terre.

14. Se référant à l'année 1861, Alexandros Mansolas propose une taille moyenne générale des familles, sans pour autant faire la distinction entre population rurale et population urbaine ; selon ses calculs, cette famille moyenne était constituée de 4,86 personnes ; Alexandros MANSOLAS, *Politeiografikai...*, ouv. cité, p. 13.

15. Ces données sont valables à condition d'admettre un rendement de l'ordre de 6/1.

Rendement 5/1 Rendement 6/1 Rendement 7/1 production annuelle 1 666 kg 2 000 2 333 minimum vital 900 kg 900 900 semences 333 333 333 333 dîme 1 662 200 233 surplus 1 (cultivateur propriétaire) 267 567 867 Impôt d'usufruit 250 300 350 surplus 2 (cultivateur de terres d'État) 172 675 17 Étant donné que chaque stremma nécessite 16,66 kg de semis, une exploitation d'une superficie totale de 40 stremmas arriverait tout juste à couvrir le minimum vital du foyer (après versement de la dîme et de l'impôt d'usufruit) si le rendement baissait à 5/1, alors que dans le cas de terres plus fertiles (rendement 7/1), le surplus restant serait le double.

16. Alexandros MANSOLAS, *Politeiografikai...*, ouv. cité, p. 51-52 ; voir aussi la note précédente.

17. Giorgos MITROFANIS, *H kinisi ton timon tou stariou stin Ellada. Exoteriko emporio kai kratiki paremvasi (1860-1912)* [Le mouvement des prix du blé en Grèce. Commerce extérieur et intervention de l'État (1860-1912)], Athènes, Fondation culturelle de la banque nationale de Grèce, 1991, pp. 96-97.

18. François GOS, *L'agriculture en Thessalie, petite étude d'économie rurale et d'agriculture comparée*, Paris, Éditions G. Masson, 1884, 109 p.

19. Le tséligato, coopérative d'éleveurs, est dirigé par un berger à qui l'on cède des troupeaux qu'il emploie en guise de capital à ses affaires personnelles. Selon Konstantinos Karavidas, ce système favorise tout particulièrement les petits éleveurs qui ont « du mal à louer du pâturage et à vendre leurs produits par leur propres moyens » ; voir Konstantinos KARAVIDAS, *Agrotika. Meleti sigritiki* [Questions rurales. Étude comparative], Athènes, Imprimerie nationale, 1931, p. 37.

20. Louis Auguste Félix de BEAUJOUR, *Tableau du commerce de la Grèce formé d'après une année moyenne, depuis 1789 jusqu'en 1797*, Paris, A. Renouard imprimeur, 1800, 2 volumes, 338 p. et 333 p.

21. Voir Giannis S. KOLIOPOULOS, *Lestes : he Kentrike Hellada sta mesa tou 19ou aiona* [Brigands. La Grèce centrale au milieu du XIX^e siècle], Athènes, Éditions Hermes, 1979. Plusieurs facteurs entraînent selon lui la persistance du brigandage tout au long du XIX^e siècle : la non-possession de terres d'une grande partie de la population ; les conflits entre éleveurs nomades et paysans, qui obligent les premiers à recourir à la protection et la défense de leurs intérêts par des bandes puissantes ; et la formation de la terre des frontières grecques ; *idem*, p. 16.

22. Theodoros SAKELLAROPOULOS, *Oi kriseis stin Ellada, 1830-1857 : oikonomikes, koinonikes, kai politikes opseis* [Les crises en Grèce, 1830-1857], Athènes, Éditions Kritiki, 1994, tome 2, pp. 83-94.

23. Kaiti APONI-TSICHLI, *Agrotikes exegerseis stin Papaia Ellada : 1833-1881* [Révoltes paysannes dans la Grèce : 1833-1881], Athènes, Éditions Papazisis, 1989, pp. 284-312.

24. 1 kile de Constantinople = 28 kg, selon Alexandros MANSOLAS, *Politeiografikai...*, ouv. cité, p. 62.

25. Clon STEPHANOS, *La Grèce au point de vue naturel, ethnologique, anthropologique, démographique et médical*, Paris, Éditions G. Masson, 1884.

26. Anna MATTHAIIOU, *Aspects de l'alimentation en Grèce sous la domination ottomane : des réglementations aux discours normatifs*, Francfort/Berlin/Paris, Éditions P. Lang, 1997, 390 p.

27. Taux en ‰. Graphique fondé sur les estimations de Vassilios VALAORAS, « A Reconstruction of the Demographic History of modern Greece », dans *The Milbank Memorial Fund Quartely*, tome 38, volume 2, 1960.

28. Giorgios B. DERTILIS, *Atelesphoroi e telesphoroi ? Phoroi kai exousia sto neoelleniko kratos* [Efficaces ou inefficaces ? Impôts et pouvoir dans la Grèce Moderne], Athènes, Éditions Alexandraia, 1993.
29. En voici un exemple : en 1841, « Monarchidès, l'un des envoyés spéciaux chargés de l'inspection de l'administration locale, a reporté à Mavrocordatos [...] les protestations pleines de désespoir des paysans contre les locataires d'impôts avides [...]. Les juges des tribunaux administratifs se faisaient graisser la patte et se prononçaient en échange contre les paysans importunés... » ; John Anthony PETROPULOS, *Politics and Statecraft in the Kingdom of Greece 1833-1843*, Princeton, Princeton University Press, 1968, 646 p., (traduction grecque, p. 519).
30. Nous ne connaissons pas d'étude se fondant sur des données quantitatives et visant à mettre en avant le taux de bénéfice du capital investi dans le domaine des finances publiques. Frédéric THIERSCH, *De l'état actuel de la Grèce...*, ouv. cité, évoque un bénéfice moyen égal à 40 %, variant entre 20 % les années de mauvaise récolte et 60 % les années prospères.
31. Konstantinos TSOUKALAS, *Koinoniki anaptixi kai kratos : i sinkrotisi tou dimosiou chorou stin Ellada* [Développement social et État. La formation du domaine public en Grèce], Athènes, Éditions Themelio, 1981, p. 86.
32. Ces chiffres sont obtenus en comparant les données concernant le blé d'Alexandros MANSOLAS, *Politeiografikai...*, ouv. cité, p. 58, portant sur l'ensemble du territoire (maximale 6,87 et minimale 5,33 drachmes/kile turc = 22,8 kilos) ; et celles concernant le raisin sec de Petros PIZANIAS, *Oikonomiki historia tis Hellinikis stafidas, 1851-1912* [Histoire économique du raisin sec grec, 1851-1912], Athènes, Idryma Ereunas kai Paideias tis Emporikis Trapezas, 1988, p. 31.
33. Aristote D. SIDERIS, *I georgiki politiki tis Ellados (1833-1933)* [La politique agricole de la Grèce (1833-1933)], Athènes, 1933.
34. Source : Petros PIZANIAS, *Oikonomiki historia...*, ouv. cité, p. 31 et p. 134.
35. Les prix du raisin sec sont tirés de Petros PIZANIAS, *Oikonomiki historia...*, ouv. cité. À propos du blé, voir Giorgos MITROFANIS, *H kinisi ton timon tou stariou...*, ouv. cité, p. 124.
36. D'après les calculs d'Alexis FRANGHIADIS, *Peasant agriculture and Export Trade : Curreant Viticulture in Southern Greece, 1830-1893*, thèse de doctorat, Institut universitaire européen, Florence, 1990, pp. 34-35.
37. Pour les prix du raisin, voir Petros PIZANIAS, *Oikonomiki historia...*, ouv. cité ; pour ceux du blé, voir Giorgos MITROFANIS, *H kinisi ton timon tou stariou...*, ouv. cité, p. 124..
38. Pour la valeur des exportations, voir Ministère de l'Économie, Bulletin statistique, *Le commerce entre la Grèce et les États étrangers 1887-1912*, Athènes ; pour le taux de change, voir Michalis RIGINOS, *Le mouvement du change et des monnaies dans les marchés grecs 1856-1912*, Athènes, Fondation culturelle de la Banque nationale de Grèce, 1997.
39. Petros PIZANIAS, *Oikonomiki historia...*, ouv. cité.
40. Kaiti ARONI-TSICHLI, *To stafidiko zitima kai oi koinonikoi agones* [La question du raisin sec et les luttes sociales : Péloponnèse, 1893-1905], Athènes, Éditions Papazisis, 1999.
41. Thanasis KALAFATIS, *Agrotiki pisti kai oikonomikos metasximatismos sti B. Peloponniso* [Crédit agricole et transformation économique dans le Péloponnèse du Nord], Athènes, Fondation culturelle de la Banque nationale de la Grèce, 1990-1992, 3 tomes.
42. Source : Thanasis KALAFATIS, *Agrotiki pist...*, ouv. cité, tome B, p. 78.

43. Alexander KITROEF, « Émigration transatlantique », dans Christos HATZIOSSIF [dir.], *Elliniki istoria tou 20ou aiona* [Histoire de la Grèce du XX^e siècle], Athènes, Éditions Bibliorama, 1999, tome A1.
44. Demetrios K. TSOPOTOS, *Gi kai georgoi tis Thessalias kata tin turkokratian* [Terre et agriculteurs de Thessalie durant la domination ottomane], Athènes, Éditions Epikairoita, 1983 ; G. PACHYS, *To en Ipeiro agrotikon zitima* [La question rurale en Épire], Athènes, 1982 ; Kostas VERGOPOULOS, *To agrotiko zitima stin Ellada. I koinoniki ensomatosi tis georgias* [La question rurale en Grèce. L'assimilation sociale de l'agriculture], Athènes, Éditions Exantas, 1975, pp. 116-162.
45. *Recensement agricole de l'année 1911. Tome 1 : Thessalie et Artà*, Athènes, 1914.
46. Kostas MOSKOF, *I ethniki kai koinoniki sinidisi stin Ellada* [La conscience nationale et sociale en Grèce, 1830-1909], Athènes, Éditions Kastaniotis, 1988 (1^{ère} édition Salonique, 1972).
47. Voir *infra*.
48. Ces données sont largement inférieures à celles proposées par Vangelis Prontzas. Nous avançons que l'exploitation agricole moyenne de Thessalie s'étend sur 80 stremmas et que chaque stremma nécessitait 15 kg de semis. Selon lui, il faut 29 kg de blé par stremma, et la surface moyenne cédée à chaque unité cultivatrice est de l'ordre de 550 stremmas. D'après ses chiffres, un rendement de 5/1 correspondrait à une production familiale de 29 tonnes. Voir Vangelis PRONTZAS, *Oikonomia kai gaioktissia sti Thessalia (1881-1912)* [Économie et propriété foncière en Thessalie (1881-1912)], Athènes, Fondation culturelle de la banque nationale de Grèce, 1992, pp. 241 et 243 ; et *Recensement agricole de l'année 1911...*, p. XIII.
49. À propos des arguments des paysans, voir G. PACHYS, *To en Ipeiro agrotikon zitima...*, ouv. cité ; à propos de ceux des propriétaires fonciers, voir Konstantinos KARAPANOS, *H Dimokopia agonizomeni na dimiourgisi agrotikon zitima en Epiro kai Thessalia* [La Démagogie dans la lutte de création de la question rurale en Épire et en Thessalie], Athènes, 1882.
50. Giorgos MITROFANIS, *H kinisi ton timon tou stariou...*, ouv. cité, p. 115-116.
51. Konstantinos TSOUKALAS, *Dépendance et reproduction. Le rôle social des appareils scolaires en Grèce*, thèse sous la direction de Nicolas Svdronos, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1975 ; à propos des communautés grecques d'Asie Mineure, voir Sia ANAGNOSTOPOULOU, *Mikra Asia, 19os ai.-1919 : hoi hellenorthodoxes koinotetes : apo to Millet ton Romion sto helleniko ethnos* [Asie Mineure, XIX^e siècle-1919 : les communautés grecques orthodoxes], Athènes, Éditions Hellenika grammata, 1997 ; et Alexander KITROEFF, « Émigration transatlantique », art. cité.
52. Giorgos MITROFANIS, *H kinisi ton timon tou stariou...*, ouv. cité.
53. Source : *idem*, p. 116. À propos des terres en jachère en 1911, voir Kostas KOSTIS, *Agritiki oikonomia kai Georgiki Trapeza : ta tekmeria* [Économie rurale et banque agraire. Les documents], Athènes, Fondation culturelle de la Banque nationale de la Grèce, 1990, tableau 27.
54. Maria SYNARELLI, *Dromoi kai limania stin ellada, 1830-1880* [Routes et ports en Grèce, 1830-1880], Athènes, Fondation technologique et culturelle/ETBA, 1989 ; Lefteris PAPAYANNAKIS, *Oi ellinikoi sidirodromoi (1882-1910)* [Les chemins de fer grecs (1882-1910)], Athènes, Fondation culturelle de la banque nationale de Grèce, 1990.
55. Euagelia VOUTSOPOULOU, « Ville et foire », dans *I neoelliniki poli. Othomanikes klironomies kai elliniko kratos* [La ville grecque moderne : héritages ottomans et État grec], Athènes, Éditions Mnimon, 1985, tome B, p. 439.

56. Aristote D. SIDERIS, *I georgiki politiki...*, ouv. cité.

57. Giorgios B. DERTILIS, *Atelesphoroi e telesphoroi ?...*, ouv. cité.

RÉSUMÉS

Après la Guerre d'indépendance grecque, la quasi-totalité des terres occupées jusqu'alors par des musulmans est passée entre les mains du jeune État, qui décide de leur transformation en « terres publiques ». C'est précisément sur ces terres, accessibles à tout preneur prêt à verser 15 % de son produit à la caisse publique, que les paysans produisaient leur blé, vin ou huile, produits formant une trilogie typiquement méditerranéenne. Cette société paysanne quasiment égalitaire et autosuffisante fut bouleversée à partir de 1870, en raison de la crise du phylloxéra en France, qui a entraîné une forte extension de la culture du raisin sec. Les portes du marché international, ainsi que de ses turbulences, s'étaient ouvertes aux produits agricoles grecs. Dix ans plus tard, l'annexion par l'État grec de la Thessalie, une région où prédominait la grande propriété, est venue renforcer le problème des paysans sans terre, d'où la formation du premier mouvement agricole dans le nord du pays. Dans cet article, nous souhaitons saisir l'ampleur de ces changements ainsi que les réactions des groupes politiques dominants.

The rural world in Greece, 1830-1912

The aim of this paper is to investigate the transformations undergone by the Greek peasant society in the 19th century and how the Greek political powers and governments of the period reacted. After the Greek War of Independence, most of the land formerly occupied by the Muslims was in the hands of the young Greek state. It decided to transform them into "public lands". This produced opportunities for land redistribution (the "lands" were offered by the state to peasants with a rent of 15% of the crop), thus influencing the conditions of ownership and production in the Greek peasantry, and leading to the prevalence of the category of small producers with respect to the three typically Mediterranean products: wheat, wine and olive oil. The balance that was created in this almost egalitarian and self-sufficient peasant society was overturned during the 1870s as a result of the phylloxera crisis in France, which resulted into a large extension of the lands for currant cultivation. In this manner, Greek agricultural production became interrelated with the international market and its fluctuations. Ten years later, the annexation by Greece of the region of Thessaly in which the private ownership of large parts of land prevailed, had altered the dominant pattern of ownership. In particular, it raised the problem of peasants with no property, provoking the formation of the first peasant movement in the north of the country.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle, XXe siècle

Index géographique : Grèce